

# « En Catalogne, il faut rebâtir la confiance »

Le sociologue et politologue espagnol Jorge Galindo revient sur le référendum catalan du 1<sup>er</sup> octobre. A ses yeux, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, n'a pas su gérer cette crise

## Entretien

**J**orge Galindo est un sociologue et politologue espagnol. Chercheur à l'université de Genève (Unige), il a cofondé le site d'analyse politique *Politikon*. Il intervient régulièrement dans le quotidien *El País* et dans les médias audiovisuels espagnols.

**Que vous inspire la situation après le référendum en Catalogne ?**

Honnêtement, elle m'inspire de la tristesse et un profond sentiment de gâchis. Je suis convaincu que tout le monde va y perdre sur le long terme, même si certains peuvent en tirer quelques avantages politiques à court terme.

**Faut-il mettre en cause la politique conduite par Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol ? Qu'en est-il de la Généralité de Catalogne, le gouvernement autonome catalan ?**

Selon moi, les deux devraient être incriminés par leurs électeurs et par l'opinion publique. Voyons dans l'ordre chronologique. Premièrement, le gouvernement catalan appelle à un référendum d'autodétermination unilatéral et persévère tout en sachant qu'il est illégal, comme l'ont averti les juges et le parquet, s'élevant de facto en (so-disant) « pouvoir constituant ». Il sait aussi que, de fait, le vote n'est assorti d'aucune garantie et ne peut en aucun cas être jugé transparent. Deuxièmement, Rajoy semble avoir renoncé à l'action politique, sa seule stratégie étant de faire appliquer la loi jusqu'à ses dernières conséquences. En outre, la gestion des événements, dimanche 1<sup>er</sup> octobre, est loin d'avoir été parfaite,

c'est le moins qu'on puisse dire. Confronté à un référendum illégal et au défi évident lancé par le gouvernement catalan, l'Etat espagnol faisait face à un dilemme : soit tenter de l'empêcher et

s'aliéner l'opinion publique en raison des images d'intervention musclée de la police, soit le laisser se dérouler et se retrouver face à une nouvelle démonstration d'insurrection de la part des indépendantistes. La mobilisation a été très forte et la stratégie visant à faire fermer tous les bureaux de vote n'a pas marché. Les indépendantistes, pour leur part, peuvent gagner la bataille de l'opinion publique sur le court terme, mais les coûts à plus long terme (division de la Catalogne, poursuite de leurs objectifs en dehors de la légalité) sont potentiellement immenses.

**Une médiation européenne est-elle envisageable ? Les parties en place seraient-elles prêtes à envisager une telle médiation ?**

On imagine mal une médiation européenne en bonne et due forme. Il faudrait que tous les Etats membres s'intéressent au conflit catalan ou, tout au moins, qu'ils s'accordent sur la nécessité d'intervenir. Je doute par ailleurs que le gouvernement l'accepte, car cela affaiblirait sa position actuelle. Mais ce n'est nullement impossible. Si la situation continue de se détériorer, c'est une option qui pourrait permettre aux deux parties de sauver la face. De fait, on entend déjà des appels à la désescalade ou d'autres réactions fortes en provenance de Bruxelles et de certains responsables politiques européens (le président du Parti social-démocrate allemand, Martin Schulz, le chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, le premier ministre belge, Charles Michel). Ces personnalités n'expriment pas une position officielle, mais elles comptent au niveau européen, donc ce sont des signaux à prendre en compte.

**A quoi doit-on s'attendre dans les prochains jours ?**

A mon sens, nous allons assister dans les jours qui viennent au renforcement de la coalition pro-indépendance à Barcelone et à l'effritement progressif du front pro-Constitution à Madrid. Le Parti socialiste (PSOE) s'est déjà un peu mis en retrait. Dès lors, on peut s'attendre à ce que le gouvernement catalan pousse plus loin le défi juridique et « constituant » qu'il lance à Madrid, et que Madrid réagisse en prenant des mesures institutionnelles encore plus dures. En Espagne, on parle beaucoup de la possibilité d'invoquer l'article 155 de la Constitution, qui permet au gouvernement central de suspendre le statut d'autonomie d'une région. L'utilisation

de cet article (ou d'un autre dispositif semblable) devient plus probable au vu des derniers événements. Si cela devait

**« IL FAUT S'ATTENDRE À DES DÉSACCORDS CHEZ LES INDÉPENDANTISTES SUR LA FAÇON DE POURSUIVRE LEUR ACTION »**

arriver, le Parti populaire de Mariano Rajoy aurait du mal à maintenir sur pied la fragile coalition dont il bénéficie au Parlement espagnol, et qui lui a permis de faire adopter le budget 2017, puisqu'elle comprend trois partis nationalistes régionaux (Coalition canarienne, Nouvelles Canaries et, surtout, le Parti nationaliste basque) qui rechigneront à soutenir un gouvernement qui suspend l'autonomie d'une région sœur.

En Catalogne, en revanche, la coalition indépendantiste aura moins de mal à rester soudée tant qu'elle a un ennemi clair, mais il ne faut pas oublier qu'elle est très hétéroclite. Il faut s'attendre à des désaccords chez les indépendantistes sur la façon de poursuivre leur action : se prononcer pour une déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) ou adopter un ton moins offensif. Eux aussi auront du mal à gérer ces tensions.

**A plus long terme, est-il envisageable de voir l'Espagne évoluer pour devenir une fédération ?**

On aurait dû éviter que le conflit prenne un tour bilatéral il y a bien longtemps, en le transformant en un débat multilatéral, en y associant toutes les régions autonomes et en avançant vers une structure fédérale, ou en tentant d'aller dans ce sens en tout cas. Malheureusement, le blocage actuel est foncièrement bilatéral. Et, de surcroît, la crédibilité des deux parties est sérieusement entamée : il n'y a pas la

confiance requise pour s'asseoir à une table et négocier. Il faut rebâtir la confiance avant même de pouvoir envisager une solution fédérale. Et cela va être très compliqué avec les dirigeants actuels, parce qu'ils ont brûlé tous les ponts et que leurs bases respectives sont en feu, pour ainsi dire.

**Y a-t-il un risque de contagion à d'autres régions du pays ?**

Plus qu'un risque de contagion, je dirais qu'il y a un risque que d'autres partis nationalistes régionaux considèrent le PP comme un acteur hostile davantage qu'auparavant. Comme je l'ai déjà dit, le PP a besoin de l'appui des nationalistes canariens et basques pour faire adopter ses politiques. Cela va être plus difficile à présent.

**Y a-t-il eu des précédents comparables dans l'histoire de l'Espagne ?**

Il est tentant d'établir un parallèle avec deux épisodes du XX<sup>e</sup> siècle. Premièrement, lorsque la Généralité proclame la République catalane en 1934, sous la II<sup>e</sup> République (1931-1939), alors gouvernée par une coalition de droite. La tentative fait long feu, mais fragilise une République déjà mal en point. Deuxièmement, lorsque, en 1979-1980, dans la toute jeune démocratie espagnole (la Constitution est adoptée en décembre 1978), on négocie les statuts d'autonomie des régions, ce qui déplait fortement aux nationalistes espagnols. Ces

**« LES DIRIGEANTS ACTUELS ONT BRÛLÉ TOUS LES PONTS, ET LEURS BASES RESPECTIVES SONT EN FEU »**

deux épisodes contribuent sans doute à nourrir le récit des deux extrêmes dans le conflit actuel. Mais, à mon avis, la comparaison apporte plus de confusion qu'elle n'éclaire, car la démocratie espagnole est beaucoup plus stable et solide qu'elle l'était à l'époque. C'est ce qui fait que les événements de la semaine dernière soient si déconcertants : ni une offensive sécessionniste unilatérale et illégale contre une Constitution tout à fait démocratique, ni une tentative politiquement aveugle de l'empêcher par le seul recours à la force de l'Etat ne devraient avoir leur place dans une démocratie mature et avancée comme l'est l'espagnole. D'où l'amertume, la tristesse et le sentiment de gâchis que j'éprouve en ce moment. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERRE (Traduit de l'anglais par Juliette Kopecka)**